

## Questions au Feuilleton

Alberta					
Université d'Alberta	2	3	4	3	7
Université de Calgary	1	3	2	6	4
Université de Lethbridge		1			1
Colombie-Britannique					
Université Simon Fraser	1	3	3	2	1
Université de la Colombie-Britannique	5	5	7	14	6
Université de Victoria	1	8	2	5	3
Autres (Étudiants canadiens)					
Auckland					1
Chicago					1
Collège de King				1	
London, Eng.				1	
Oregon				1	
Oxford					1
Poland					1
St. Thomas				1	
Utah	1				
Antilles, Jamaïque		1			
<b>TOTAL</b>	<b>113</b>	<b>200</b>	<b>152</b>	<b>248</b>	<b>223</b>

\*Selon le tableau, le nombre de stagiaires en administration pour 1974 est de 223. Selon le Rapport annuel pour la même année, il est de 291, chiffre qui comprend 68 stagiaires en administration recrutés dans la Fonction publique.

Tableau n° 2

Nombre de stagiaires en administration par année et selon la langue

	Français	Anglais	Total
1970	37	76	113
1971	80	120	200
1972	48	104	152
1973	81	167	248
1974	81	142	223

## LE PRÊT DE LA B.F.D. À LA SOCIÉTÉ MOUNT BEECHER SKI

## Question n° 3137—M. Brisco:

1. La Banque de développement industriel a-t-elle accordé un prêt à la société Mount Beecher Ski de l'île de Vancouver et, le cas échéant, sous quelles conditions?

2. Le prêt a-t-il été accordé à une société agissant pour le compte de la Mount Beecher Ski ou la représentant?

**M. Marcel Roy (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce):** La Banque fédérale de développement, tout comme son prédécesseur, la Banque d'expansion industrielle, a adopté la politique de ne pas dévoiler l'identité de ses clients et des requérants.

## LA PÉPINIÈRE D'INDIAN HEAD (SASK.)

## Question n° 3147—M. Hnatyshyn:

1. Le gouvernement a-t-il accordé une subvention pour l'exploitation de la pépinière d'Indian Head (Sask.) et, le cas échéant, à combien s'élevait-elle en a) 1972, b) 1973, c) 1974, d) au cours du premier semestre de 1975?

2. Combien l'exploitation de la pépinière a-t-elle rapporté au cours des mêmes années et d'où ce revenu provenait-il?

**L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale):** La réponse pour le ministère de l'Ex-

[M<sup>lle</sup> Campbell.]

pansion économique régionale est la suivante: 1. Voici quelles ont été les contributions du gouvernement fédéral au financement des frais d'exploitation (exploitation et entretien plus capital) de la pépinière d'Indian Head:

Année financière	Montant
1971-1972	\$802,100
1972-1973	685,100
1973-1974	750,600
1974-1975	837,000
1975-1976 (6 mois)	484,300

2. L'exploitation de la pépinière ne rapporte rien. Le gouvernement fédéral finance entièrement l'exploitation de la pépinière d'Indian Head. Les personnes à qui on donne les arbres ne paient que les frais d'expédition. L'exploitation de cette pépinière relève du ministère de l'Expansion économique régionale.

## LES COUPURES BUDGÉTAIRES ANNONCÉES PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR À LA CHAMBRE LE 2 JUILLET 1975

## Question n° 3170—M. Reynolds:

1. Au sujet du discours prononcé à la Chambre par le président du Conseil du Trésor, le 2 juillet 1975, quel est le détail des réductions budgétaires de a) 13 millions de dollars du ministère de l'Environnement, b) 5 millions de dollars du ministère d'État chargé des Affaires urbaines, c) 18 millions de dollars de la Société centrale d'hypothèques et de logement, d) 4 millions de dollars du ministère du Solliciteur général, e) 4 millions de dollars de la Gendarmerie royale du Canada, f) 6 millions de dollars du Conseil des ports nationaux?

2. Le ministre pourrait-il préciser quels sont les divers postes dont la somme forme ce total de 41 millions de dollars qu'il a mentionné dans son discours, le 2 juillet 1975?

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Les ministres ont toute latitude pour adopter les mesures qui s'imposent, pourvu qu'ils respectent le montant des réductions. Les postes s'établissent désormais comme suit: 1. a) 13 millions de dollars pour le ministère de l'Environnement: Programme d'amélioration de la pêche au saumon, \$4.0 millions; Ressources supplémentaires pour les activités de pêche, \$3.4 millions; Mise en œuvre de la politique relative aux océans, \$2.0 millions; Délégation du pouvoir de dotation de la Fonction publique, \$1.1 million; Cartographie des régions inondables, \$1.0 million; Développement de la technologie pour la réduction de la pollution, \$1.0 million; Aquaculture—Pisciculture, \$5 million. b) 5 millions de dollars pour le ministère d'État chargé des Affaires urbaines: Projets d'innovation urbaine, \$4.0 millions; Réduction des dépenses de fonctionnement, \$1.0 million. c) 18 millions de dollars pour la Société centrale d'hypothèques et de logement: Programme d'amélioration communautaire et de restauration domiciliaire, \$6 millions; Recherches sur le logement et aménagement communal, \$2 millions; Granville Island, \$2 millions; Projets d'investissement de la Société, \$8 millions. d) 4 millions de dollars pour le ministère du Solliciteur général: Dotation en personnel de deux établissements à sécurité moyenne, \$4 millions. e) 4 millions de dollars pour la Gendarmerie royale du Canada: Protection des personnalités, \$4 millions. f) 6 millions de dollars pour le Conseil des ports nationaux: Réduction générale des besoins de trésorerie, \$6 millions.